Corrigé du contrôle d’histoire première : La mise en œuvre du projet républicain à télécharger en PDF

Corrigé du contrôle – Première

Voici le corrigé du contrôle d’histoire de première sur « La mise en œuvre du projet républicain ». Il donne les réponses attendues, le barème et un exemple de rédaction, pour que tu saches où tu as gagné ou perdu des points. Fais d’abord le contrôle dans les conditions d’une évaluation, puis corrige-toi.

Questions

1. Partie 1 – Repères. Définis le mot « laïcité » et cite la loi de 1905 qui l'établit en France. **(2 pts)**
2. Partie 1. Document 4 : cite trois lois qui élargissent les libertés des citoyens et indique pour chacune la date. **(3 pts)**
3. Partie 1. Document 1 : situe les lieux de Bordeaux et de Rennes en rappelant l'événement qui s'y rattache. **(2 pts)**
4. Partie 2 – Documents. Document 2 : présente le texte (auteur, date, circonstances) et relève trois personnes ou institutions que Zola accuse. **(3 pts)**
5. Partie 2. Document 2 : explique pourquoi cette lettre ouverte est un acte politique et pourquoi la loi de 1881 la rend possible. **(2 pts)**
6. Partie 2. Document 3 : présente l'image, décris la foule et explique la cause de la colère des catholiques. **(2 pts)**
7. Partie 2. Confronte les documents 2 et 3 : en quoi montrent-ils que la République a traversé de graves conflits ? **(2 pts)**
8. Partie 3 – Réponse à une question problématisée. En vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances, montrez comment la Troisième République s'est installée et a construit les libertés et la laïcité entre 1875 et 1905 (une quinzaine de lignes). **(4 pts)**

Corrigé détaillé

Question 1 (2 points)

La laïcité est la séparation de l'État et des Églises, avec la neutralité de l'État et la liberté de conscience (1 point). Elle est établie par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État (1 point).

Question 2 (3 points)

Exemples acceptés : loi sur la presse du 29 juillet 1881 (liberté de la presse), loi du 21 mars 1884 (syndicats), loi du 1er juillet 1901 (associations), loi du 30 juin 1881 (réunions), loi du 28 mars 1882 (obligation scolaire). Un point par loi correctement datée et expliquée.

Question 3 (2 points)

Bordeaux : siège de l'Assemblée nationale élue en février 1871, qui vote la paix (1 point). Rennes : lieu du second procès d'Alfred Dreyfus en 1899, où il est de nouveau condamné avant d'être gracié (1 point).

Question 4 (3 points)

Le texte est un extrait de la lettre ouverte d'Émile Zola au président Félix Faure, publiée dans *L'Aurore* le 13 janvier 1898, deux jours après l'acquittement d'Esterhazy (1 point). Il accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam, le général Mercier, le général Billot, ou plus largement l'état-major (2 points pour trois accusations relevées).

Question 5 (2 points)

La lettre est un acte politique parce qu'elle rend publique une injustice, mobilise l'opinion et force la justice à rouvrir le dossier (1 point). La loi du 29 juillet 1881 permet à un journal de paraître sans autorisation et à un citoyen d'exprimer son opinion, sous réserve des poursuites pour diffamation (1 point).

Question 6 (2 points)

Photographie de presse prise le 1er février 1906 devant l'église Sainte-Clotilde à Paris pendant les inventaires (0,5 point). Une foule dense, en vêtements sombres, se presse devant le portail (0,5 point). Les catholiques craignent que la loi de séparation ne dépouille l'Église de ses biens et de ses lieux de culte (1 point).

Question 7 (2 points)

Le document 2 montre l'affaire Dreyfus, qui divise la France entre dreyfusards et antidreyfusards (1 point). Le document 3 montre le conflit entre la République et l'Église catholique à propos de la laïcité (1 point). Dans les deux cas, la République est secouée par des affrontements de convictions mais en sort renforcée.

Question 8 (4 points)

Barème : introduction (0,5) ; installation du régime (1) ; libertés et école (1,5) ; laïcité (0,5) ; qualité de la rédaction (0,5).

Rédaction modèle. La Troisième République naît en 1870 et se consolide entre 1875 et 1905. Elle s'installe d'abord grâce aux lois constitutionnelles de 1875, qui organisent un régime parlementaire avec deux assemblées, puis grâce à la victoire des républicains en 1877 sur Mac-Mahon, après le discours de Gambetta : « se soumettre ou se démettre ». Elle construit ensuite l'école républicaine avec les lois de Jules Ferry (gratuité en 1881, obligation et laïcité en 1882), qui forment des citoyens, et des libertés : réunion et presse en 1881, syndicats en 1884, associations en 1901.

La République traverse des crises graves, comme l'affaire Dreyfus, où la lettre de Zola, « J'accuse », mobilise les partisans de la justice. Enfin, elle achève sa politique laïque par la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, malgré les protestations des catholiques lors des inventaires. Au total, la République est devenue un régime stable, fondé

sur la souveraineté du peuple, les libertés publiques et la laïcité.